

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

CAYENNE, le 07/11/2022

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Unité Prévention des Risques Accidentels
Pointe Buzaré
97300 CAYENNE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GUYANE

Centre Spatial Guyanais
BP 809
97388 KOUROU

Références : PRIE/RA/AH/2022/474
Code AIOT : 0006900447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement AVIO GUYANE implanté Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 KOUROU . L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUYANE
- Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 KOUROU
- Code AIOT : 0006900447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

AVIO Guyane assemble les différents segments des fusées Vega et Vega-C sur le centre spatial guyanais et réalise la mise en orbite de satellites.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- constats non soldés des précédentes inspections
- MMR snap ring et couteaux anti-envol
- fluides frigorigènes
- évolutions diverses de l'établissement AVIO Guyane

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La remise en état de la signalétique est en cours sur le site, en attendant la fin de cette remise en état une signalétique provisoire est installée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 7-3-4-1	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
6	Rubrique ICPE 1185	Autre du 22/10/2018, article /	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
8	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Autre du 28/12/2015, article R.543-82	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
15	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII	/	Sans objet
3	Identification des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C	/	Sans objet
4	matériel défectueux ou corrodé	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 2-3-1	/	Sans objet
5	Mise en situation MMR	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47	/	Sans objet
7	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Autre du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
9	Confinement	Autre du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	/	Sans objet
10	Détection des fuites	Autre du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet
11	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
13	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)	/	Sans objet
14	Attestations des opérateurs	Autre du 28/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
16	Remise en état des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 06/11/2011, article 8.2.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

AVIO Guyane a fait preuve de réactivité vis à vis des constats de la précédente inspection. Malgré les diverses évolutions de l'établissement et la volonté de monter en cadence, AVIO Guyane respecte convenablement ses obligations réglementaires en tant qu'ICPE. Toutefois il convient de rester vigilant sur la signature et datation des différents documents et sur la cohérence de la périodicité du suivi des équipements contenant des fluides frigorigènes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII
Thème(s) : Autre, nettoyage de la zone nord de la ZLV, élimination des déchets s'y trouvant
Point de contrôle déjà contrôlé : 19-E1, 21-O2
Prescription contrôlée : Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : L'inspection a pu constater que les déchets présents sur la ZLV (zone de lancement Vega) lors de la précédente inspection ont été évacués, la zone est nettoyée et dégagée (cf. document AVIO-22-K-C-021 du 27/06/2022 et fiche anomalie SV21-018 close le 11/01/2022). Les matériels encore présents en ZLV sont destinés à être réutilisés, les quelques tôles métalliques devant être évacuées sont regroupées dans l'attente d'un accord de l'ESA pour l'enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 7-3-4-1
Thème(s) : Autre, signature des permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : 19-E2
Prescription contrôlée : Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la cosigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désigné.
Constats : Suite au constat de la précédente inspection, la procédure HSE-AGY-039-E1R1 qui définit les modalités administratives s'appliquant pour toutes les activités se déroulant au sein de l'établissement AVIO Guyane, et présentant notamment le permis de feu et son circuit de rédaction et de signature, a été rédigée (rédaction 08/08/2022 et mis à jour le 04/10/2022). Une communication et une sensibilisation relative au permis de feu a été faite au personnel d'AVIO Guyane ainsi qu'aux entreprises extérieures (cf. document AVIO-22-K-013 du 24/03/2022 et listes d'émargement du 27/01/2022 et 13/12/2022). L'inspection a constaté que la nouvelle version des permis de feu n'a pas encore été mise en place et que 3 permis de feu choisis au hasard parmi ceux de 2022 n'étaient pas complètement signés.
Observations : A vérifier lors de la prochaine inspection si le nouveau format des permis de feu permet d'éliminer ces oublis de signature.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Identification des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C
Thème(s) : Autre, identification des tuyauteries carbet U, N et skid colonne lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : 21-E2
Prescription contrôlée : Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Les différentes tuyauteries ont été identifiées par la mise en place d'étiquettes dédiées (cf. fiche anomalie SV21-016 close le 12/04/2022).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : matériel défectueux ou corrodé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 2-3-1
Thème(s) : Autre, entretien des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : 21-O1
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence
Constats : En ce qui concerne les matériels défectueux (roue crantée et manomètre zone N), une visite technique réalisée par le personnel AVIO Guyane n'a pas mis en évidence de matériel hors d'usage (cf. fiche anomalie SV 21-017 clôturée le 08/02/2022). Concernant l'extracteur 1601-MO-101 dont l'une des pattes était cassée et qui tenait par des sangles métalliques, il a été remplacé.
Observations : AVIO Guyane explique profiter des périodes inter-campagnes afin de procéder aux opérations de maintien en conditions opérationnelles (MCO).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en état des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2011, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état des piézomètres pour autosurveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le niveau piézométrique et les prélèvements dans la nappe sont effectués 2 fois par an.
Constats : L'inspection a pu constater que les piézomètres présents en ZLV ont été remis en état (réfection des tubes, mise en place de capots hermétiques et de cadenas, mise en place de signalétique, peinture des tubes et socles, cf. rapport ADF du 2/12/2021).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en situation MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation
Constats : Une présentation et explication du fonctionnement des couteaux anti-envol a été faite in situ sur le P120C, cette MMR (mesure de maîtrise des risques) a pour but d'empêcher l'envol et l'autopropulsion de P120C par destruction de sa structure par des couteaux. Ce mécanisme est utilisé lors de la phase d'assemblage, il n'est pas testé en situation réelle. Une présentation sur le fonctionnement des safety snap rings a été faite en salle : cette MMR a pour but d'empêcher l'envol et l'autopropulsion du P120C par éjection de l'allumeur. Ce mécanisme est utilisé pour le stockage ou le déplacement des différents étages de la fusée. La pression de rupture des snap rings a été testée de façon à s'assurer de leur efficacité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Autre du 22/10/2018, article /
Thème(s) : Actions nationales 2022, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
Constats : Les trois groupes froids contiennent chacun deux fois 60 kg de R134A, en comptabilisant en plus l'ensemble des autres équipements ayant une capacité unitaire de plus de 2kg, l'établissement devrait être soumis à la rubrique 1185-2a. L'ajout de cette rubrique pourra se faire à l'occasion de la rédaction de l'arrêté préfectoral autoporteur pour l'établissement AVIO Guyane.
Observations : Il est envisagé à horizon 2024-2025 de substituer l'utilisation de fluides frigorigènes pour les groupes froids d'AVIO Guyane par un système d'eau glacée commun au CSG.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Autre du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Interdiction de certains types de gaz
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation</p> <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III</p> <p>Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :</p> <p>12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,</p> <p>13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p> <p>Constats : Les trois groupes froids de la ZLV contiennent chacun deux fois 60kg de fluide frigorigène R134A, le GWP (global warming power) de ce fluide est de 1 430kg équivalent CO₂.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.543-82 du code de l'environnement :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Les fiches d'interventions pour les trois groupes froids présentées lors de l'inspection sont signées mais pas datées par le détenteur.</p> <p>Le carnet d'entretien consiste en une extraction informatique annuelle des données relatives à l'appareil et aux interventions qu'il subit.</p>
Observations : Ce point pourra être à nouveau vérifié lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
Proposition de délais : 12 mois

Référence réglementaire : Autre du 16/04/2014, article 3.2 et 3 .3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement 517/2014</p> <p>Article 3</p> <p>2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.</p> <p>Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p> <p>Constats : Lors des contrôles d'étanchéité réalisés en octobre 2022, une fuite a été détectée sur le bouchon de la vanne de service HP du groupe froid n°1, cette fuite a été réparée le jour même et la réparation a été tracée sur la fiche d'intervention.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

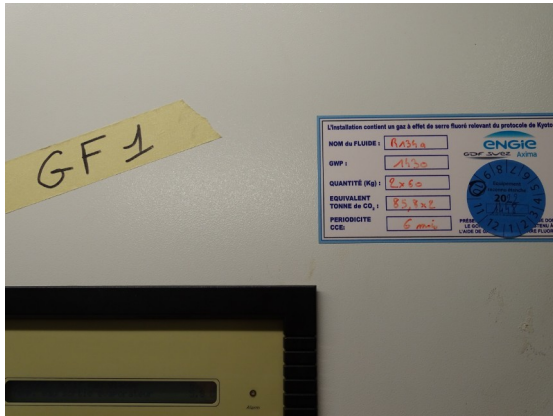
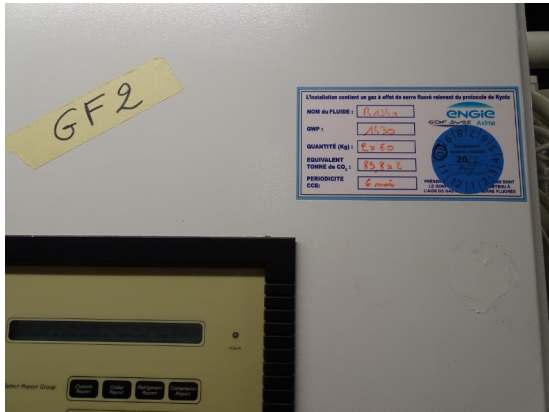
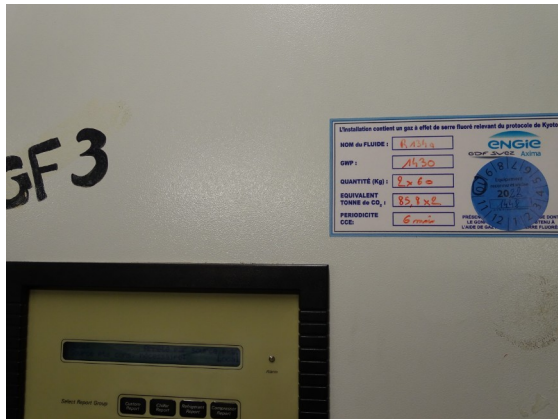
N° 11 : Détection des fuites

Référence réglementaire : Autre du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement 517/2014</p> <p>Article 5 - Systèmes de détection des fuites</p> <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Constats : Les installations sont équipées d'un système de détection de fuites.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4</p> <p>Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place une fréquence de contrôle d'étanchéité semestrielle pour les trois groupes froids et annuelle pour le reste de ses installations contenant des fluides frigorigènes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> <p>Constats : L'exploitant a décidé de mettre en place un contrôle d'étanchéité semestriel pour les trois groupes froids pour un suivi plus rapproché que la fréquence annuelle imposée par la réglementation. Il convient alors que la date de validité du contrôle présente sur les macarons soit cohérente avec la périodicité indiquée sur l'appareil.</p>
  
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
Proposition de délais : 12 mois

N° 14 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Identification des équipements concernés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018)</p> <p>Annexe 1</p> <p>Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : État des stocks de fluides</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p> <p>Constats : L'inventaire des équipements utilisant des fluides frigorigènes est tenu à jour par l'exploitant, l'étiquetage des trois groupes froids est satisfaisant.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.543-78 du code de l'environnement</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Constats : AVIO Guyane a recours aux service d'Axima - Equans qui dispose d'une attestation de capacité pour la manipulation des fluides frigorigènes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
Constats : La quantité de R134A perdue en 2021 n'a pas été déclarée correctement sur GEREPE, il y a eu une inversion entre les pertes et les intrants.
Observations : Il convient d'ajouter un commentaire explicatif dans GEREPE à toute perte de fluide frigorigène inhabituelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
Proposition de délais : 12 mois